

67 mois de guerre

DES PETITS GROUPES ISOLÉS

- 1^{er} NOVEMBRE 1954** — Le C.R.U.A. déclenche des actions armées sur le territoire algérien. Le ministre de l'Intérieur déclare qu'il s'agit « d'actes d'individus ou de petits groupes isolés ». Les troupes françaises comptent 50.000 hommes en Algérie.
- 5 NOVEMBRE.** — Dissolution du M.T.L.D. Arrestation de nombreux militants qui n'ont en rien participé au déclenchement de l'insurrection.
- 7 NOVEMBRE.** — François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, déclare à la radio : « — L'Algérie, c'est la France. »
- 12 NOVEMBRE.** — Premiers bombardements aériens dans l'Aurès.
- 15 JANVIER 1955.** — François Mauriac exprime son émotion devant des cas de torture en Algérie, dans un article de l'« Express » intitulé : La Question.
- 25 JANVIER.** — Jacques Soustelle est nommé gouverneur général de l'Algérie. Il déclare dès son arrivée que le choix de la France, c'est « l'intégration ».
- 5 FÉVRIER.** — Le gouvernement Mendès-France est renversé.

L'ÉTAT D'URGENCE

- 1^{er} AVRIL.** — Le gouvernement Edgar Faure fait voter l'état d'urgence en Algérie par l'Assemblée Nationale. Cette loi permet d'établir le régime de la résidence surveillée dans les camps d'internement.
- 21 AVRIL.** — La conférence de Bandoeng presse le gouvernement français de rechercher un règlement pacifique du problème algérien.
- 19 MAI.** — Première mesure de rappel des disponibles. Les effectifs en Algérie sont portés à 100.000 hommes.
- 26 MAI.** — Bourghès-Maunoury déclare : « Il n'y a pas, il ne peut être question d'interlocuteurs, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de l'Algérie. »
- 5 JUILLET.** — Première grève des commerçants à Alger.
- 30 JUILLET.** — L'Assemblée nationale vote

la prorogation de l'état d'urgence en Algérie.

- 20 AOÛT.** — Dans le Nord-Constantinois, nombreuses attaques qui font plus de 100 morts dans la population européenne.
- 30 AOÛT.** — Le gouvernement décide le maintien sous les drapeaux du contingent 1954 et le rappel de 50.000 disponibles.

GUERRE SANS ISSUE

- 11 SEPTEMBRE.** — Manifestation de 400 rappelés de l'armée de l'Air à la gare de Lyon.
- 13 SEPTEMBRE.** — Dissolution du Parti Communiste Algérien.
- 26 SEPTEMBRE.** — Les 61 élus musulmans de l'Assemblée algérienne annoncent qu'ils ne siégeront plus et se prononcent pour « l'idée nationale ».
- 30 SEPTEMBRE.** — L'Assemblée de l'O.N.U. vote à une voix de majorité l'inscription de l'affaire algérienne à l'ordre du jour.

Manifestation de soldats à l'église Saint-Séverin- Nombreuses manifestations en province.

- 30 NOVEMBRE.** — Dissolution de l'Assemblée nationale.
- 12 DÉCEMBRE.** — Ajournement des élections législatives en Algérie.
- 19 DÉCEMBRE.** — Guy Mollet écrit dans « l'Express » un article où il qualifie la guerre d'Algérie de « guerre imbécile et sans issue ».
- 2 JANVIER 1956.** — Victoire du Front Républicain aux élections législatives.
- 31 JANVIER.** — Dans sa déclaration ministérielle, Guy Mollet reconnaît « la personnalité algérienne » et la nécessité d'une solution librement consentie. Il y a alors 210.000 soldats français en Algérie.

LES POUVOIRS SPÉCIAUX

- 2 FÉVRIER.** — Manifestation organisée par les ultras à Alger à l'occasion du départ de Soustelle.
- 6 FÉVRIER.** — Manifestation à Alger contre

- Guy Mollet qui abandonne le général Catroux et s'emploie à rassurer les ultras.
- 9 FÉVRIER.** — Robert Lacoste est nommé ministre-résident.
- 28 FÉVRIER.** — Guy Mollet définit le triptyque : « Cessez-le-feu, élections libres, négociations. »
- 12 MARS.** — Les pouvoirs spéciaux sont votés au gouvernement Guy Mollet par la majorité de gauche de l'Assemblée nationale.
- 14 MARS.** — Rencontre au Caire de Christian Pineau et de Nasser.
- 15 MARS.** — Création par Jacques Soustelle de l'U.S.R.A.F.
- 20 MARS.** — Démission des 61 membres musulmans de l'Assemblée algérienne.
- 26 MARS.** — Lacoste définit dans un discours sa politique de « pacification ».
- 31 MARS.** — Arrestation de Claude Bourdet.
- 12 AVRIL.** — Entrevue au Caire entre des représentants officiels du gouvernement français, Begarra, Gorse et Mohammed Khider.
- 17 AVRIL.** — Le gouvernement décide le rappel de trois classes. Plus de 300.000 jeunes gens sont rappelés.
- 22 AVRIL.** — Ferhat Abbas et Ahmed Francis quittent Paris et rejoignent le Caire.
- 18 MAI.** — Embuscade de Palestro au cours de laquelle 19 soldats sont tués.
- 22 MAI.** — Pierre Mendès-France donne sa démission du gouvernement.
- 5 JUIN.** — Abstention du groupe communiste lors d'un débat sur la politique algérienne du gouvernement à l'Assemblée nationale.
- 11 JUIN.** — Rencontre à Belgrade de Pierre Commin et Pierre Herbaut, proches collaborateurs de Guy Mollet avec Mohammed Yazid et Ahmed Francis.
- 19 JUIN.** — Première exécution de condamnés à mort musulmans. Deux soldats français sont exécutés en représailles.
- 1^{er} JUILLET.** — Le Congrès S.F.I.O. de Lille demande qu'on mette tout en œuvre pour aboutir au cessez-le-feu avec ceux qui combattent.
- 5 JUILLET.** — Grève générale largement suivie par les musulmans d'Algérie.
- 16 JUILLET.** — L'U.G.T.A. est admise à la C.I.S.L.

LE PRÉALABLE ÉGYPTIEN

- 26 JUILLET.** — Nationalisation du canal de Suez. Robert Lacoste répète alors qu'il faut

mettre à la raison Nasser avant de négocier en Algérie.

- 20 AOUT.** — Un congrès réunit dans la vallée de la Soumman les militants du F.L.N. Une assemblée, le C.N.R.A., et un exécutif, le C.C.E. sont créés.
- 2 SEPTEMBRE.** — Rencontre à Rome de Pierre Commin, Pierre Herbaut avec Yazid, Kiouane et Khider.
- 22 SEPTEMBRE.** — Rencontre à Belgrade de Pierre Herbaut avec Lamine et Khider.
- 25 SEPTEMBRE.** — La question algérienne est inscrite à l'ordre du jour de l'O.N.U. Discours de Mohammed V à Oujda en faveur de la création d'un ensemble franco-maghrébin.
- 30 OCTOBRE.** — Ultimatum franco-anglais à l'Égypte et opération de Suez.
- 13 NOVEMBRE.** — Salan nommé commandant en chef en Algérie.
- 20 NOVEMBRE.** — Lacoste déclare : « Nous en sommes au dernier quart d'heure. »

TERREUR À ALGER

- 7 JANVIER 1957.** — Robert Lacoste confie au général Massu et à la 10^e Division parachutiste le maintien de l'ordre à Alger. **16 JANVIER.** — Attentat au bazooka contre le général Salan.
- 28 JANVIER.** — Pendant le débat de l'O.N.U., le F.L.N. lance la grève générale à Alger. De nombreux musulmans grévistes sont enlevés par les parachutistes et portés disparus.
- 15 FÉVRIER.** — L'Assemblée générale de l'O.N.U. exprime l'espoir d'une solution pacifique, démocratique et juste en Algérie.
- 25 FÉVRIER.** — Larbi Ben Mhidi, un des premiers dirigeants du C.R.U.A. et un des membres du C.C.E. est arrêté à Alger. Il meurt sous les tortures le 4 mars.
- 24 MARS.** — Mort d'Ali Boumendjel qui avait été arrêté quelques jours plus tôt par les parachutistes. À la suite de l'annonce de cette mort, M. Capitant suspend son cours à la Faculté de Droit de Paris.
- 28 MARS.** — Le général de la Bollardière demande à être relevé de son commandement pour protester contre les méthodes employées en Algérie.
- 5 AVRIL.** — Le gouvernement institue une commission dite « de sauvegarde des droits et libertés individuelles ».
- 29 MAI.** — Massacre de trois cents habitants à Melouza.
- 13 JUIN.** — Discours du président Bourguiba

mettant en garde l'opinion internationale contre les actions des troupes françaises en territoire tunisien.

2 JUILLET. — Le sénateur Kennedy se prononce en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

« LOI-CADRE » ET « BONS OFFICES »

19 JUILLET. — Le gouvernement Bourgès-Maunoury obtient la prorogation des pouvoirs spéciaux et leur extension à la France par 280 voix contre 183.

1^{er} SEPTEMBRE. — Incidents répétés à la frontière franco-tunisienne. Le « droit de suite » est exercé par les troupes françaises.

5 SEPTEMBRE. — Ferhat Abbas entre au C.C.E. du F.L.N.

13 SEPTEMBRE. — Le gouvernement Bourgès-Maunoury propose une loi-cadre prévoyant le principe du collège unique en Algérie.

15 SEPTEMBRE. — Le barrage électrifié dit « Ligne Morice » est achevé.

30 SEPTEMBRE. — Le projet de « loi-cadre » est repoussé par l'Assemblée nationale. Démission du gouvernement Bourgès-Maunoury.

2 OCTOBRE. — M. Delavignette donne sa démission de la Commission de Sauvegarde, ainsi que M^e Garçon et M. Pierret-Gérard.

14-15 NOVEMBRE. — Les U.S.A. et la Grande-Bretagne livrent des armes à la Tunisie.

22 NOVEMBRE. — Mohammed V et Bourguiba offrent leurs « bons offices » pour le règlement du problème algérien.

29 NOVEMBRE. — Le gouvernement Félix Gaillard fait voter la loi-cadre.

10 DÉCEMBRE. — L'Assemblée générale de l'O.N.U. prend acte des bons offices du roi du Maroc et du président tunisien.

12 DÉCEMBRE. — La Croix Rouge internationale lance un appel aux États membres en faveur des réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie.

12 JANVIER 1958. — Quatre soldats français sont faits prisonniers à la suite d'un engagement près de la frontière tunisienne. Ils seront libérés sur l'intervention de la Croix Rouge.

28 JANVIER. — Dissolution de l'U.G.E.M.A.

8 FÉVRIER. — Bombardement du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef.

25 FÉVRIER. — Arrivée de M. Robert Murphy à Paris, chargé de proposer ses

bons offices dans le conflit franco-tunisien.

30 AVRIL. — Conférence de Tanger entre le Néo-Destour, l'Istiqlal et le F.L.N.

« JE VOUS AI COMPRIS »

13 MAI. — Le gouvernement général est pris d'assaut.

15 MAI. — De Gaulle déclare : « Je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

22 MAI. — M. de Serigny déclare : « De Gaulle suivra la volonté populaire. »

1^{er} JUIN. — De Gaulle est investi des pleins pouvoirs par l'Assemblée nationale.

4 JUIN. — De Gaulle se rend à Alger et déclare devant la foule du Forum : « Je vous ai compris. »

10 JUIN. — Une motion du Comité de Salut public d'Algérie réclame l'intégration, la disparition des partis et un véritable gouvernement de salut public.

11 JUIN. — Dans un télégramme à Salan, De Gaulle rappelle à l'ordre les Comités de salut public et l'Armée,

20 JUIN. — Le Néo-Destour, l'Istiqlal et le F.L.N. décident la création d'une Assemblée consultative du Maghreb arabe.

2 JUILLET. — Nouveau voyage du président De Gaulle en Algérie.

11 JUILLET. — Salan reçoit la médaille militaire et Massu est promu général de division.

13 JUILLET. — Annonce de la mort de Bellounis que le F.L.N. déclare avoir exécuté le 2 mai.

14 JUILLET. — Libération de 2.600 Algériens assignés à résidence.

5 AOÛT. — Le colonel Bigeard est relevé de son commandement

22 AOÛT. — Dissolution en France de l'Amicale générale des Travailleurs Algériens.

26 AOÛT. — Des dépôts pétroliers sautent dans la région marseillaise à la suite d'une action de sabotage.

7 SEPTEMBRE. — Le gouvernement nomme une nouvelle « Commission de sauvegarde des droits et libertés individuelles ».

15 SEPTEMBRE. — Soustelle échappe à un attentat.

18 SEPTEMBRE. — Le gouvernement provisoire de la République algérienne est proclamé au Caire. Il est présidé par Ferhat Abbas et reconnu par la République Arabe unie, la Tunisie, le Maroc, la Libye, l'Irak, le Yémen.

22 SEPTEMBRE. — La Chine populaire et l'Indonésie reconnaissent le G.P.R.A.

28 SEPTEMBRE. — Au référendum, sur 3.477.181 suffrages exprimés, on compte 3.356.159 «oui».

3 OCTOBRE. — A Constantine, le président De Gaulle annonce un plan quinquennal de développement économique de l'Algérie.

10 OCTOBRE. — Le G.P.R.A décide de libérer les militaires français prisonniers. Ferhat Abbas se déclare prêt à rencontrer les délégués du gouvernement français pour négocier un cessez-le-feu sans qu'il y ait au préalable reconnaissance du droit à l'indépendance.

13 OCTOBRE. — Dans une lettre à Salan, De Gaulle exige que la consultation électorale en Algérie soit loyale et que les militaires quittent les organisations politiques.

21 OCTOBRE. — Le F L.N. libère quatre soldats français. Salan décide de libérer dix fellaghas pris les armes à la main. Mohammed Yazid évoque à New-York la possibilité de faire appel à des volontaires armés pour aider l'A.L.N.

**« LE DRAPEAU BLANC
DES PARLEMENTAIRES »**

23 OCTOBRE. — Le président De Gaulle au cours d'une conférence de presse offre l'amnistie aux rebelles et leur conseille

de se présenter avec le drapeau blanc des parlementaires.

25 OCTOBRE. — Le G.P.R.A- repousse cette « reddition inconditionnelle » et se déclare prêt à une rencontre en pays neutre avec les représentants du gouvernement français.

11 NOVEMBRE. — Ferhat Abbas déclare que le G.P.R.A. serait prêt à négocier avec la France sous les auspices des Nations unies.

4 DÉCEMBRE. — Nouveau voyage du président De Gaulle en Algérie- Il déclare : « Vivent ensemble l'Algérie, la Communauté, la France. »

11 DÉCEMBRE. — Salan est remplacé à Alger par le général Challe. Paul Delouvrier est nommé délégué général du gouvernement. A Pékin, Mao Tsé Toung reçoit trois délégués du G.P.R.A. à qui le gouvernement chinois a réservé une réception triomphale.

13 DÉCEMBRE. — A l'O.N.U. une résolution reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance et recommandant des négociations entre les deux parties recueille 35 voix contre 18 et 28 abstentions, dont celle des U.S.A. La majorité des 2/3 n'étant pas atteinte, la résolution est repoussée.

A SUIVRE : La semaine prochaine : « Deux ans de politiques gaulliste en Algérie ».